



MAIRIE DE LES-ARCS-SUR-ARGENS

Extrait du registre des délibérations du conseil municipal Du 13 novembre 2023

Délibération n° 23.06.81 - Adoption de la nomenclature budgétaire et comptable M57 au 1er janvier 2024 pour la commune des Arcs.

L'an deux mille vingt-trois le treize novembre à dix-huit heures trente, le Conseil Municipal de la commune de LES ARCS Var, dûment convoqué, s'est réuni en session ordinaire, Salle du Conseil, sous la présidence de Mme Nathalie GONZALES, Maire.

Date de la convocation : mardi 07 novembre 2023

Présents :

Nathalie GONZALES, Olivier POMMERET, Christine CHALOT-FOURNET, Christophe FAURE, Geneviève DIBO, Frédéric LAMAT, Marie-pierre CHARLES, Stéphane HUDDLESTONE, Nathalie CHALOPIN, Philippe COTTE, Christophe MELET, Léo DOMERGUE, Emilie GROSSI-WAGNER, Bouchra EDDADSI BARQANE, David ROLFI, Fabienne LEQUENNE, Julien DURANDO

Absents :

Didier CHEVALAZ, Floris GRANDVARLET, Amélie BOURCET, Cindy FORTERRE-ROL, Pierre KESTEMONT, Nicolas DATCHY

Procurations :

VIRQUIN Christelle a donné pouvoir à CHALOT-FOURNET Christine, CHAVERNAS Christophe a donné pouvoir à LEQUENNE Fabienne, SORET Elisabeth a donné pouvoir à HUDDLESTONE Stéphane, BONZI Laurent a donné pouvoir à MELET Christophe, ZEGRE Nadia a donné pouvoir à DURANDO Julien, BONNAUD Sophie a donné pouvoir à COTTE Philippe

Nombre de conseillers				
En exercice	Présents	Absents	Procurations	Votants
29	17	6	6	23

Vu la loi n°2015-991 du 07 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République,
Vu le décret n° 2015-1899 du 30 décembre 2015 applicatif de la loi n°2015-991 du 07 août 2015,
Vu l'arrêté du 21 décembre 2022 relatif à l'instruction budgétaire et comptable M.57 applicable aux collectivités territoriales uniques, aux métropoles et à leurs établissements publics administratifs,
Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,
Vu les instructions budgétaires et comptables M14 et M57,
Vu les inscriptions budgétaires en dépenses d'investissement au compte 1068,

Considérant l'avis favorable en date du 18 septembre 2023 du comptable public nécessaire à l'adoption du référentiel M57 par droit d'option,

Pris en application du III de l'article 106 de la loi n°2015-991 du 07 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République (NOTRe), le décret n°2015-1899 du 30 décembre 2015 permet, par une délibération de l'assemblée délibérante et après consultation du comptable public, l'adoption du cadre budgétaire et comptable M57.

Le référentiel M57 est l'instruction budgétaire et comptable la plus récente du secteur public, mise à jour par la DGCL et la DGFIP, qui a pour vocation à remplacer au 01 janvier 2024, les instructions budgétaires et comptables M14, M52, M61, M71, M831 et M832 qui seront supprimées.

Sur le plan budgétaire, le référentiel M57 étend à toutes les collectivités les règles budgétaires assouplies dont bénéficient déjà les régions, qui offrent une plus grande marge de manœuvre aux gestionnaires (gestion pluriannuelle des crédits, fongibilité des crédits, etc.).

Toutefois, le passage au référentiel M57 nécessite des prérequis dont le mode de gestion des amortissements, la fongibilité des crédits et l'apurement obligatoire du compte 1069 puisque ce compte n'existe pas dans l'instruction budgétaire et comptable M57.

Fixation du mode de gestion des amortissements et immobilisations en M57

Conformément aux dispositions de l'article L.2321-2-27 du code général des collectivités territoriales («CGCT»), les amortissements constituent des dépenses obligatoires.

L'amortissement est une technique comptable qui permet chaque année de faire constater forfaitairement la dépréciation des actifs immobilisés dont la durée d'utilisation est par principe limitée dans le temps et de dégager une ressource destinée à les renouveler. Ce procédé permet de faire figurer à l'actif du bilan la valeur réelle des immobilisations et d'étaler dans le temps la charge consécutive à leur remplacement.

La M57 ne modifie pas le champ d'application des amortissements, qui reste défini par l'article R.2321-1 du code général des collectivités territoriales.

Les durées d'amortissement sont fixées librement par l'assemblée délibérante pour chaque catégorie de biens, sauf exceptions conformément à l'article R.2321-1 du «CGCT».

Il n'y a pas nécessité, par conséquent, en raison du passage à la M57, de modifier les délibérations prises par le conseil municipal fixant les durées d'amortissement des biens inscrits au patrimoine de la commune et il est proposé de conserver ses durées qui étaient appliquées en M14, durées d'amortissement qui correspondent effectivement aux durées habituelles d'utilisation des biens concernés.

Si le passage à l'instruction comptable M57 est sans conséquence sur le périmètre d'amortissement et neutralisation des dotations aux amortissements, il crée toutefois une nouveauté par la mise en application de la règle du prorata temporis.

En effet, sous la nomenclature M14, l'amortissement est calculé en année pleine, à partir du 1er janvier de l'année suivant l'acquisition du bien.

L'amortissement prorata temporis quant à lui, est calculé pour chaque catégorie d'immobilisation, au prorata du temps prévisible d'utilisation. Il commence à la date de début de consommation des avantages économiques ou du potentiel de service qui sont attachés au bien.

Pour les subventions d'équipement versées, par mesure de simplification, en l'absence d'information précise sur la date de mise en service de l'immobilisation, la commune peut retenir la date d'émission du mandat.

De la même manière il est possible de maintenir une méthode dérogatoire, consistant à amortir en «année pleine» pour certaines immobilisations dans la mesure où l'impact sur la production de l'information comptable n'est pas significatif.

Dans ce cadre, il est proposé d'appliquer par principe la règle du prorata temporis et d'aménager cette règle pour les biens de faible valeur, c'est à dire ceux dont le coût unitaire est inférieur ou égal à 500€ TTC ou font l'objet d'un suivi globalisé. Il est également proposé que les biens de faible valeur soient amortis en une annuité unique au cours de l'exercice suivant celui de leur acquisition.

Ce changement de méthode comptable relatif au prorata temporis s'applique de manière prospective, uniquement sur les nouveaux flux réalisés à compter de l'entrée en vigueur de la M57, sans retraitement des exercices clôturés. Les plans d'amortissement qui ont été commencés en année pleine sous la nomenclature M14 se poursuivront jusqu'à amortissement complet selon les modalités définies à l'origine.

Application de la fongibilité des crédits :

L'instruction budgétaire et comptable M57 autorise le conseil municipal à déléguer au Maire la possibilité de procéder à des mouvements de crédits de chapitre à chapitre, à l'exclusion des crédits relatifs aux dépenses de personnel, dans la limite de 7,5 % du montant des dépenses réelles de chacune des sections (article L.5217-10-6 du code générale des collectivités territoriales («CGCT»). Dans ce cas le Maire informe l'assemblée délibérante de ces mouvements de crédits lors de sa plus proche séance.

Ces mouvements de crédits ne doivent pas entraîner une insuffisance de crédit nécessaires aux dépenses obligatoires au sein d'un chapitre, ils sont transmis au représentant de l'État pour contrôle et au comptable pour prise en compte dans le logiciel «HELIOS » et vérification de la disponibilité des crédits. Cette disposition permettrait de faire face à une dépense urgente dans un chapitre qui ne dispose pas d'un disponible suffisant.

Apurement du compte 1069

Le passage à la M57 nécessite d'apurer le compte 1069 « reprise sur les excédents capitalisés – neutralisation de l'excédent des charges sur les produits », compte qui n'existe plus sous la nomenclature M57.

Le compte 1069 a été créé au moment du passage à la M14, pour éviter que l'introduction du principe de rattachement des charges à l'exercice n'entraîne un accroissement des charges lors du 1er exercice d'application de la M14.

Ce compte s'élève à 32 761,26€ pour le budget principal de la commune.

Considérant que le comptable public a été consulté et a remis un avis favorable annexé à la présente délibération,

Considérant que le compte 1069 est un compte non budgétaire créé lors de l'instauration en 1997 de l'instruction comptable M14 pour neutraliser l'incidence budgétaire résultant de la mise en place du rattachement des charges et des produits de l'exercice, n'existe plus dans la nomenclature M57,

Considérant que le montant du compte 1069 s'établit pour la commune des Arcs à 32 761,26 € pour le budget principal de la commune et qu'il doit être apuré par délibération du Conseil municipal,

Considérant que l'apurement de ce compte s'effectue par une opération semi-budgétaire avec l'émission d'un mandat d'ordre mixte au débit du compte 1068 « Excédents de fonctionnement capitalisés » qui sera repris en charge par le comptable et créditera le compte 1069,

Madame le Maire propose au conseil municipal :

- d'adopter la mise en place de la nomenclature budgétaire et comptable M57 à compter du 1er janvier 2024 pour le budget principal et les budgets annexes concernés,
- de l'autoriser à mettre en œuvre les procédures nécessaires à ce changement de nomenclature budgétaire et comptable et à signer toutes les pièces nécessaires à l'exécution de la présente délibération.
- d'appliquer la méthode de calcul de l'amortissement linéaire pour chaque catégorie d'immobilisations au prorata temporis, c'est à dire à compter de la date de mise en service pour tous les biens acquis à compter du 1er janvier 2024,
- de déroger au principe d'amortissement des subventions d'équipement versées, en l'absence d'information précise, en considérant la date d'émission du mandat comme date de départ de l'amortissement,
- déroger à l'amortissement au prorata temporis pour les biens de faible valeur soit ceux dont la valeur est inférieure ou égale à 500€ TTC, biens pour lesquels l'amortissement se fera à partir du 1er janvier de l'année N+1,
- de l'autoriser à procéder à des mouvements de crédits de chapitre à chapitre, à l'exclusion des crédits relatifs aux dépenses de personnel, dans une limite fixée à l'occasion du budget et ne pouvant pas dépasser 7,5% des dépenses réelles de chacune des sections,
- procéder en une fois à l'apurement du compte 1069 d'un montant de à 32 761,26€ pour le budget principal de la commune, selon la méthode semi-budgétaire par l'émission d'un mandat au compte 1068 pour les sommes respectivement énumérées ci-dessus,
- de maintenir le vote des budgets par nature et de retenir les modalités de vote de droit commun, soit un vote au niveau du chapitre pour les sections d'investissement et de fonctionnement, sans vote formel sur chacun des chapitres ;
- de constituer une provision dès l'apparition d'un risque avéré et une dépréciation dès la perte de valeur d'un actif ;
- de l'autoriser à assurer l'exécution de la présente délibération.

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, adopte à l'unanimité des suffrages exprimés les conclusions de la présente délibération.

Le Maire,



Nathalie GONZALES